

Isneauville Cedex

190 Rue François Jacob CS 80534
76235 Isneauville Cedex

Tél : +33 6 87 76 58 93

Mél : georges.barbosa@bureauveritas.com

N° affaire : 27269671/1

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

Opération : **Construction d'un centre d'Examen de
Permis de Conduire à Barentin**

*Avenue Georges Gratigny
76360 BARENTIN*

Destinataire :

DDTM

Florian COLBATZ


Cité Administrative

38 cours Clémenceau

Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 2

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
27/06/2025	Rev0		Georges BARBOSA COELHO
30/06/2025	Rev1	MAJ suite remarques MOA et MOE	Georges BARBOSA COELHO
01/08/2025	Rev2	MAJ suite réception dossier PRO	Georges BARBOSA COELHO
08/10/2025	Rev3	MAJ suivant mail du 25/09 de la part de la MOA	Georges BARBOSA COELHO
09/10/2025	Rev4	MAJ suivant mail du 09/10/25 de la part de la MOA avec intégration des remarques du MOE	Georges BARBOSA COELHO 

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre de lots	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	6
1.2. Présentation des intervenants	6
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	8
2.1. Principe des séquences d'interventions	8
2.2. Inspections Communes	8
2.3. PPSPS	8
2.3.1. Pénalités	9
2.4. Sous-traitance	9
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	10
2.4.2. Transmission du PGC	10
2.4.3. Obligation du sous-traitant	10
2.5. Intérimaires	10
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	10
2.7. Travailleurs indépendants	10
2.8. Protections individuelles	11
2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers	11
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	11
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	12
3.2. Emprise de chantier	12
3.2.1. Clôture et portail	12
3.2.2. Accès	13
3.2.3. Circulations	13
3.2.4. Signalisation	14
3.2.5. Stationnements	14
3.2.6. Stockage	14
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	15
3.2.8. Cantonnements et entretien	15
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	16
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	16
3.3.2. Plan d'installation de chantier	17
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	17
4. MESURES DE COORDINATION SPS	19
4.1. Définition des séquences d'interventions	19
4.2. Analyse de risques	20
4.3. Co-activités et protections collectives	28
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	28
4.3.2. Déplacement de protection collective	29
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	29
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	29
4.4. Equipement de levage	30
4.4.1. Autorisation de survol	30
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	30
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	30

4.5.1. Approvisionnements et stockage	30
4.5.2. Travaux superposés	30
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	30
4.5.4. Protection contre le bruit	30
4.5.5. Protection contre l'incendie	31
4.5.6. Travaux en hauteur	31
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	31
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	32
4.6. Moyens communs	32
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	32
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	33
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	33
4.6.4. Protection des accès – Auvents	33
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	33
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	34
5.1. Stockages sur le chantier	34
5.2. Nettoyage	34
5.3. Enlèvement des déchets	34
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	34
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	35
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	35
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	36
6.1. Déclarations particulières	36
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	36
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	36
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	37
6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu	37
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	37
6.7. Locaux témoins	37
7. ORGANISATION DES SECOURS	38
7.1. Téléphone de secours	38
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	38
7.3. Travail isolé	38
7.4. Procédure d'organisation des secours	38
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	38
7.6. Point de rencontre secours	38
7.7. Modèle de fiche de secours	39
ANNEXES AU P.G.C.	40

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- Des documents fournis par la Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d'Oeuvre (CCTP, CCAP, DPGF, PLANNING, PLANS GRAPHIQUES)

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

Construction d'un centre d'Examen de Permis de Conduire sur la Commune de Barentin (76)

1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Marché public avec allotissement

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 16 février 2026

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 12

Phasage des travaux:

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

1.1.5. Prévision du nombre de lots

Nombre de lots (estimation) : 8 Lots sans les sous-traitants éventuels.

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : de 8 à 15 personnes en moyenne

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
----------	------------	---------	-----------------	---------------

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	DDTM	Cité Administrative 38 cours Clémenceau 76032 ROUEN CEDEX	florian.colbatz@seine-maritime.gouv.fr	Florian COLBATZ
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	190 rue François Jacob 76230 Isneauville	0687765893 georges.barbosa@bureau-veritas.com	Georges Barbosa Coelho
Maîtrise d'œuvre	ECR ENVIRONNEMENT (maitrise d'oeuvre VRD)	6 avenue d'Ouessant – Bâtiment F 91140 VILLEBON SUR YVETTE	lrahmoune@ecr-environnement.com	L. Rahmoune
Maîtrise d'œuvre	SEINE ARCHITECTURE (maitrise d'oeuvre bâtiment)	33 Quai Southampton 76600 LE HAVRE	sami.eljourd@seinearchitecture.com	Sami Eljourd
DREETS	DDETS76 ROUEN	Unité Territoriale de SEINE MARITIME - Cité Administrative - 2 Rue ST SEVER 76032 ROUEN CEDEX	ddets-inspection1@seine-maritime.gouv.fr	MME.M L'inspectrice(eur)
CARSAT	CARSAT - ROUEN	5 Av. du Grand Cours CS 36028 76000 ROUEN	prevention.rouen@carsat-normandie.fr	Contact
OPPBTP	OPPBTP - Bureau de Caen	28 rue Martin Luther King Immeuble La Marseillaise 14280 Saint Contest	caen@oppbtp.fr	M.

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

Le Coordonnateur SPS informe l'ensemble des entreprises que les PPSPS devront être transmis uniquement par mail aucun PPSPS reçu par courrier ne sera traité

Au besoin, Les entreprises titulaires de lots doivent prendre rendez-vous pour leur inspection commune avec le Coordonnateur SPS de l'opération en respectant un délai de 10 Jours Ouvrés.

IMPORTANT: Cette inspection commune devra se faire au moins 15 jours avant le démarrage des travaux, et non pas le jour même de leurs interventions.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

Le Coordonnateur SPS informe l'ensemble des entreprises que les PPSPS devront être transmis uniquement par mail aucun PPSPS reçu par courrier ne sera traité

Inspection commune et PPSPS : Le coordonnateur informe l'ensemble des intervenants du chantier (entreprise titulaire de lot ou entreprise sous-traitante) sur la nécessité soit d'être présent aux convocations d'inspections communes soit de respecter les délais de prévenance prévu dans le PGC (à minima 10 Jours ouvrés pour la programmation). Si absence ou délais non respecté, le coordonnateur ne serait être tenu pour responsable en cas d'accident et en cas de retard dû à la non réalisation de celle-ci. Rappel, Article L.4532-6 du code du travail : L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni les responsabilités qui incombent aux entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé. Les PPSPS sont à me transmettre uniquement par MAIL. Pour mémoire, Il est rappelé aux entreprises titulaires d'un lot ou sous-traitante, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune et de non transmission de leur PPSPS au Coordonnateur SPS, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le chantier (voir code du travail et PGC)

L'intervention sur le chantier sans diffusion du P.P.S.P.S au Coordonnateur SPS entraînera l'application des pénalités prévues par le Maître d'Œuvre pour non remise de document. L'expulsion immédiate de l'entreprise concernée pourra être demandée, si cette dernière ne respecte pas les règles élémentaires pour assurer la sécurité de son personnel, ne respecte pas les installations communes et le travail des autres entreprises.

S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'Entreprise ayant sous-traité ses travaux et le sous-traitant sera expulsé.

Art. L. 4722-6 : Sont punis d'une amende de 4500 € les travailleurs indépendants, ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent eux-mêmes, une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, qui n'ont pas mis en œuvre les obligations qui leur incombent en application des articles L. 4111-6, L.4411-1, L. 4532-5, L.4532-6 et L. 4532-18 du code du travail.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Sans objet

Présence de plomb dans les existants

Sans objet

Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

L'accès au chantier se fera directement par la RD143a via l'ancien accès chantier du centre aquatique. La desserte du chantier par l'ancien accès provisoire paraît envisageable, il conviendra de s'assurer du maintien de la visibilité à 83m minimum, notamment à gauche dans la partie en courbe. La vitesse est actuellement limitée à 50km/h sur la section de RD143a concernée, une signalisation de type AK14 « Sorties de camions » pourra être apposée en approche de l'accès dans les 2 sens. "

ATTENTION: entrée commune avec la piscine "les bains de l'Austreberthe".

Le MOE procédera à utiliser une entrée de chantier différente pour éviter les interférences avec l'activité du centre aquatique.

L'ensemble des branchements nécessaires au chantier dus au lot VRD seront réalisés depuis les réseaux existants.

L'ensemble de ces travaux devront être réalisés avant le démarrage du chantier ainsi que la vérification de conformité des réseaux.

Le lot 1 devra la réalisation, entretien et remise en état des voies d'accès au chantier.

Le lot GO prendra le relais des installations de chantier après les travaux de VRD.

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

Les accès au chantier doivent être matériellement interdits à toute personne étrangère au chantier.

Toutes les zones d'intervention des entreprises seront clôturées afin qu'elles soient interdites au public. Des panneaux rappelant cette interdiction seront apposés contre la clôture en nombre suffisant : panneaux " Danger " , "Chantier interdit au public"...

Le lot 2 installera une clôture faite de panneaux grillagés Héras ou similaire en périphérie des zones en travaux.

L'entrée principale du chantier se fera par un portail d'accès constitué de 2 panneaux grillagés placés face à la voie et sera équipé d'un dispositif de fermeture verrouillable (cadenas à numéro) destiné à interdire l'accès durant les périodes d'inactivité (nuit, week end,...).

Les clôtures fermeront l'ensemble du chantier, l'entreprise aura, à sa charge, l'entretien des clôtures. Ces clôtures seront posées autour de la zone chantier avant le début des travaux et conservées jusqu'à la réception de l'ouvrage.

Le lot 2 "GO-CARRELAGE" sera le gestionnaire du compte-prorata.

3.2.2. Accès

Le chantier est desservi par des voies publiques.

L'accès au chantier est réservé aux entreprises agréées par le Maître d'ouvrage et aux personnes habilitées au sens de la législation du travail.

L'entreprise de VRD et par la suite, le lot Gros Oeuvre ouvrira un registre de présence sur le chantier.

La liste nominative du personnel participant au chantier sera établie et tenue à jour, sur le chantier, par chaque entreprise y compris les entreprises sous-traitantes.

Tous les salariés porteront le nom de leur entreprise sur leur casque ou sur leur vêtement de travail et être en possession de leur Carte d'Identification Professionnel des Salariés du BTP

L'entreprise du lot VRD devra prendre toute disposition auprès des services concernés pour :

- La protection des équipements existants.
- Les demandes d'autorisation d'emprise sur voirie,
- Mise en place d'une signalétique d'accès au chantier

Zone d'accès aux services de secours

Les accès chantier serviront d'accès aux secours. Ils devront être en permanence libres à la circulation.

Dégradations des voies et réseaux constatées en cours de travaux

En cas de dégradations des voies de circulation (rues existantes et trottoirs), ces ouvrages seront immédiatement réparés aux frais de l'entreprise reconnue responsable ou aux frais du compte prorata.

Le lot GO prendra le relais après les travaux de VRD.

3.2.3. Circulations

Circulation routière

Pendant les travaux la circulation et le stationnement automobile aux abords du chantier seront maintenus, en tenir compte dans l'organisation du chantier et dans le choix des modes opératoires.

Circulations horizontales

Phase fondations autour du bâtiment : Le lot VRD livrera une plateforme plane et empierrée.

Remblaiement des ouvrages enterrés : En phase VRD, les tranchées seront remblayées à l'avancement des réseaux.

Circulations autour des ouvrages

Les remblaiements des abords seront réalisés avant toute élévation

Zone de déplacements des piétons et franchissement de tranchées

En phase VRD, le titulaire du lot installera des passerelles protégées au-dessus des tranchées.

La largeur de ces passerelles doit être de 1.00m minimum.

Déplacements dans les ouvrages ou bâtiments

Toutes les circulations horizontales devront être constamment dégagées pour permettre la libre circulation des ouvriers et surtout l'accès aux services de secours.

Circulations verticales

Accès aux toitures

Echafaudages sur pieds réglementaires et conformes au décret n° 2004 – 924 du 01/09/2004

Accès aux façades

Installation de :

- Echafaudages sur pieds réglementaires et conformes au décret n° 2004 – 924 du 01/09/2004.
- Nacelles élévatrices.

3.2.4. Signalisation

La signalisation H et V sera conforme aux règles de police, aux prescriptions de l'arrêté communal et aux prescriptions du Maître d'Oeuvre en accord avec le Coordonnateur SPS, lequel aura le droit de faire installer d'office et aux frais de l'entreprise titulaire du lot VRD, tous dispositifs supplémentaires, clôtures, lanternes qu'il jugerait nécessaires

La circulation piétonne autour du chantier doit être maintenue et sécurisée durant toute la durée du chantier.

Sur la voie d'accès au chantier, installez des panneaux " Sortie de camions", "Chantier", "Attention Travaux"

Panneau de chantier :

A l'entrée du site (implantation à définir avec le maître d'ouvrage), le lot Gros oeuvre devra installer un panneau de chantier réglementaire en application du décret n°79-492 du 13 juin 1979.

Les coordonnées des entreprises y compris celles des soustraitants y seront affichées et seront lisibles depuis la voie publique.

Le lot GO prendra le relais après les travaux de VRD.

3.2.5. Stationnements

Zone de stationnement pour les déchargements

Suivant le plan d'installation de chantier consultable dans le bureau de chantier

Zone de stationnement pour les véhicules légers

Stationnement à l'intérieur du chantier sur les parkings existants à l'arrière du gymnase

3.2.6. Stockage

Les zones de stockages seront définies sur le plan d'installation du lot VRD et par la suite par le lot Gros Oeuvre.

Elles seront réalisées avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés, dès le début des travaux.

Elles devront supporter les charges stockées et permettre la reprise aisée des matériels, matériaux et produits stockés.

Ces aires doivent être constamment accessibles aux camions de livraison.

Il est impératif qu'en phase préparation, les différentes entreprises (partie bâtiment) précisent au lot Gros Oeuvre leurs besoins en surface de stockage et d'entrepôt

Elles seront entretenues par les entreprises entreposant leurs matériels, matériaux et produits.

Les zones de stockage seront matérialisée et clôturées (proscrire le ruban de signalisation trop fragile) et ne devront pas entraver la circulation piétonne.

ATTENTION: tous produits dangereux, devra être stockés sur rétention, pour éviter tout déversement de produits dangereux dans les sols.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Réseaux existants sur le site : AEP et électricité disponible en limite de parcelle.

Électricité de chantier

Ceci comprend la fourniture des armoires et des réseaux de distribution de l'installation qui devront être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment du décret du 14.11.1988 et de la Norme NFC 15100.

Cette installation électrique comprendra de façon distincte :

Les besoins des cantonnements, sanitaires et bureau de chantier

Les besoins de chantier

Les besoins d'éclairage de circulations extérieures et intérieures

Les besoins spécifiques nécessaires aux interventions de certains corps d'état

L'installation provisoire fixe (armoire générale d'alimentation électrique de chantier) sera réalisée en phase préparation de chantier à partir du point de branchement défini par le Maître d'Oeuvre.

Cette installation, conforme aux prescriptions réglementaires et à la Norme NF C 15-100, sera réceptionnée et contrôlée par un organisme accrédité.

Une copie du procès verbal de réception est à tenir à disposition sur le chantier.

Chaque modification de l'installation électrique donne lieu à contrôle réglementaire

Le lot GO doit :

La fourniture, la pose et la maintenance de coffrets de distribution électrique.

Ces coffrets seront répartis comme suit : A minima 1 coffret par zone de travaux

Aucun poste de travail ne sera distant d'un coffret de plus de 25 m.

La fourniture, la pose et la maintenance des éclairages des circulations intérieures et extérieures.

La fourniture, la pose et l'alimentation de coffrets électriques prévus pour la zone vie (bureau, sanitaires, vestiaires) ainsi que les branchements de ces locaux aux tableaux électriques.

Contenu minimum d'un coffret : 4 PC 2 x 10/16A + T, une PC 3 x 20 A + T, un différentiel 30 mA et un bouton d'arrêt d'urgence

Le niveau d'éclairage intérieur et extérieur sera conforme aux règles fixées par le décret n° 83 721 du 02 Août 1983 et codifié dans le code du travail sous les articles R.4223-1

Chaque entreprise aura à sa charge l'éclairage de ses postes de travail.

Ces entreprises se raccorderont sur les tableaux électriques mis à leur disposition

3.2.8. Cantonnements et entretien

1/ Installations communes d'hygiène, à partir de la plateforme réalisée par le lot VRD

Le lot GO devra, dès la mise en service d'un compteur d'eau, l'installation d'un bloc sanitaire raccordé aux réseaux AEP et EU/EV. Ce bloc sanitaire comprendra au minimum :

- 2 WC avec chasse d'eau (Un pour les hommes et un pour les femmes)

- 2 urinoirs

- 5 points d'eau minimum sur lavabos

- 1 ballon d'eau chaude à accumulation

- 1 chauffage électrique et éclairage

- Les accessoires et consommables (savon, papiers) à disposition de tous les intervenants

Nettoyage quotidien de ces locaux à faire réaliser par une entreprise extérieure

Ces sanitaires seront installés de telle sorte qu'ils puissent être conservés jusqu'à la fin des travaux TCE

2/ Bureau de chantier

Le lot GO devra, la fourniture d'un bungalow bureau. Ce local sera équipé d'une table et de chaises pouvant recevoir une vingtaine de personnes simultanément.

Le bureau sera chauffé, ventilé et éclairé. Ce local sera équipé d'armoires de rangement et de tableaux d'affichage

3/ Vestiaires

Le lot GO devra installer des vestiaires communs aux entreprises.

La surface totale sera calculée en prenant comme base une surface de 1,25 m² par personne.

Ces vestiaires devront posséder des armoires à penderie double (type B-NF D 65-760), être convenablement chauffés, ventilés, aérés. Un extincteur sera prévu dans chaque bungalow.

Aucun vestiaire ne sera toléré dans les autres locaux en construction, ainsi que dans les roulottes ou magasins destinés au stockage des matériaux et matériels des entreprises.

Si une entreprise prévoit du personnel féminin, elle devra leur réserver un local vestiaire

4/Réfectoire

Le lot GO devra installer un local réfectoire

Celui-ci sera éclairé, isolé et chauffé, équipé de tables et chaises en nombre suffisant ainsi que d'un chauffeplat et d'un réfrigérateur au minimum.

Il est strictement interdit de manger dans la zone des travaux en dehors des réfectoires.

Toute boisson alcoolisée est interdite sur le site.

Le nettoyage de ces locaux sera quotidien

Il pourra être réalisé par une entreprise extérieure

NOTA: Le lot 1 (VRD) devra toutefois prévoir une installation provisoire, pour une durée maximale de deux mois, pour ses propres travaux préalables.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

L'ensemble du chantier sera nettoyé une fois par semaine, pendant toute sa durée.

En aucun cas, les circulations ne devront être encombrées par des déchets

Nettoyage des voies d'accès et de circulation de chantier

Le nettoyage systématique de la voie de desserte au chantier sera effectué le jour même par l'entreprise responsable de son insalubrité.

En cas de nécessité, l'entreprise organisera plusieurs nettoyages par jour pour assurer la propreté des voies afin de ne pas provoquer d'accident

A défaut, ces travaux peuvent être confiés à une entreprise de nettoyage (une copie du contrat devra rester sur le chantier), afin que le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Ouvre ou le Coordonnateur SPS puisse vérifier l'entretien.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateur SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **VRD puis le lot GO (après les travaux de VRD)** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès provisoires au bâtiment,
- « de l'emplacement de la grue »,
- « des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la grue avec les zones d'évolution de la flèche et de la contre flèche »,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **Gros oeuvre** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	GROS OEUVRE-CARRELAGE	GROS OEUVRE-CARRELAGE	Durée de chantier
Accès	VRD-CLOTURES-ESPACES VERTS	VRD-CLOTURES-ESPACES VERTS	Durée de chantier
Circulations	VRD puis le lot GO (après les travaux de VRD)	VRD puis le lot GO (après les travaux de VRD)	Durée de chantier
Signalisation	VRD puis le lot GO (après les travaux de VRD)	VRD puis le lot GO (après les travaux de VRD)	Durée de chantier
Stationnement	VRD puis le lot GO (après les travaux de VRD)	VRD puis le lot GO (après les travaux de VRD)	Durée de chantier
Stockage	VRD puis le lot GO (après les travaux de VRD)	VRD puis le lot GO (après les travaux de VRD)	Durée de chantier
Réseaux provisoires de chantier	GROS OEUVRE-CARRELAGE	GROS OEUVRE-CARRELAGE	Durée de chantier
Coffret électrique général	GROS OEUVRE-CARRELAGE	GROS OEUVRE-CARRELAGE	Durée de chantier
Coffret divisionnaire et éclairage	GROS OEUVRE-CARRELAGE	GROS OEUVRE-CARRELAGE	Durée de chantier
Cantonnement	GROS OEUVRE-CARRELAGE (VRD aura ses installations)	GROS OEUVRE-CARRELAGE (VRD aura ses installations)	Durée de chantier
Infirmier de chantier	SO		Durée de chantier
Nettoyage hors cantonnement	TCE	TCE	Durée de chantier
PIC	VRD puis le lot GO (après les travaux de VRD)	Gros oeuvre	Durée de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Protections collectives	VRD puis le lot GO (après les travaux de VRD)	VRD puis le lot GO (après les travaux de VRD)	Durée de chantier
Accès hauteur communs	COUVERTURE - ETENCHEITE - BARDAGE	COUVERTURE - ETENCHEITE - BARDAGE	Durée de chantier
Déchets - Gravats	GROS OEUVRE- CARRELAGE	GROS OEUVRE- CARRELAGE	Durée de chantier
Echafaudages	TCE	TCE	Durée de chantier
Compte-prorata	GROS OEUVRE- CARRELAGE	GROS OEUVRE- CARRELAGE	Durée de chantier
Eclairage des postes de travail	TCE	TCE	Durée de chantier

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 Préparation - VRD - GO		VRD - Gros Oeuvre	Voisinage Routier, autoroutier Réseaux Engins et matériels Déplacement de plain-pied Collision, heurt Chute et heurt avec charge en mouvement Choc, coupure, piqûre Manutention manuelle Rupture, effondrement Travail isolé Contraintes météorologiques Produits dangereux Environnement naturel Inflammation, explosion	DICT Signalisation du chantier Plan d'installation de chantier (par Lot VRD et GO) Chantier Clos et indépendant Infra (Réseaux) avant GO. Création des plate-formes Mise en place de la base vie Réalisation d'une zone de stockage DICT Consignation des réseaux
2 Clos Couvert		Clos couvert	Travail en hauteur Stabilité, renversement Déplacement de plain-pied Chute d'objets, éclats Engins et matériels Choc, coupure, piqûre Eclairage Chute et heurt avec charge en mouvement Contact électrique direct ou indirect Manutention manuelle Travail isolé Contraintes météorologiques Produits dangereux Travaux à point chaud	Installation de chantier en place, point d'eau et coffret de chantier. Permanence des protections collectives Circulations dégagées, gravas et déchets évacués. Accès sécurisé et propres. Respect des zones de stockage .
3 Aménagement intérieur		Second Oeuvre	Travail en hauteur Travaux à point chaud Produit inflammable Pollution de l'atmosphère Eclairage Produits dangereux Déplacement de plain-pied Chute d'objets, éclats Manutention manuelle Travail isolé Produits dangereux Contact électrique direct ou indirect Choc, coupure, piqûre	Permanence des protections collectives Circulations dégagées en permanence Déchets évacués régulièrement Respect des zones de stockage Bonne répartition des coffrets électriques
4 VRD, Espaces verts		Finitions	Travail en hauteur Engins et matériels Chute d'objets, éclats Déplacement de plain-pied Manutention manuelle Rupture, effondrement Produits dangereux Contraintes météorologiques Contact électrique direct ou indirect	Périphérie des ouvrages nivelée et compactée Circulations dégagées Zones de stockage balisées Bennes à déchets vidées selon besoin

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - Préparation - VRD - GO

VRD - Gros Oeuvre

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Voisinage	Mise en place immédiate des clôtures avec mise en place des panneaux réglementaires Par le lot VRD	Veiller à la présence des clôtures de chantier
Routier, autoroutier	Signalisation en place aux abords du chantier : Lot VRD Mise en place d'une signalisation conforme au Code de la Route et Guide SETRA (Cérema), en particulier si travaux à proximité de la chaussée.	Respect de la signalisation en place
Réseaux	DICT avant démarrage	
Engins et matériels	Engin à jours des visites de contrôle et en bon état munis de bip de recul Autorisation de conduite du conducteur	Respect des voies de circulations piétons
Déplacement de plain-pied	Mise en place de cheminement sécurisés, balisés et dégagés en permanence : Lot VRD Balisage en retrait des fouilles. Éventuellement passerelles sécurisées de franchissement	Respect des voies de circulations piétons Pas d'évolution d'engin sur ces voies Respect des balisages
Collision, heurt	Mise en place de chef de manoeuvre et de zone d'évolution sécurisé. Séparation des zones d'activité des engins de celles des compagnons	Respect des consignes du chef de manoeuvre et respect des balisages. Pas de stationnements dans les zones de manoeuvres Port de gilets réfléchissant
Chute et heurt avec charge en mouvement	Mise en place de chef de manoeuvre et de zone d'évolution sécurisé Pas de survol des compagnons. Balisage et neutralisation des zones de giration des engins	
Choc, coupure, piqure	Têtes crossées ou protection par capuchons PVC. Les mesures prises doivent être dessinées sur les plans d'étude et d'exécution des armatures. Le crossage des fers est à réaliser autant que possible en Usine Le stockage de fers de construction est balisé et stocké de façon à éviter tout empalement si chute de plain pied	Vérification des protections avant intervention notamment lors d'incorporation de réseaux
Manutention manuelle	Les manutentions manuelles sont au maximum remplacées par un moyen mécanique adéquate.	
Rupture, effondrement	Talutage au-delà de 1,30 m de profondeur (ou blindage). Talus à 1/1 ou 1/3 maximum après validation du maître d'oeuvre.	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Implantations des chemins de circulations et pistes suffisamment distant des talus d'excavation. Passerelle sur tranchée et dépôts de matériaux interdit aux bords des tranchées.	
Travail isolé	Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'aucun salarié ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru à bref délai.	
Contraintes météorologiques	Consultations des bulletins météo avant interventions. Arrêt des travaux en cas de conditions météorologiques défavorables notamment lors des travaux de démolition.	
Produits dangereux	Utilisation de produits non dangereux pour l'homme et son environnement Respect des consignes de sécurité des Fiches de Données Sécurité (à conserver sur site) Stockage des produits dans un lieu adaptés en dehors des zones travaux	
Environnement naturel	Drainage des voiries provisoires, pompage des réservations dans le sol, etc	
Inflammation, explosion	DICT Feu interdit sur le chantier. Consignation des réseaux Qualification de l'entreprise	.

Séquence : 2 - Clos Couvert**Clos couvert**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	Utilisation de moyen adapté aux travaux et en protection collective comme par exemple échafaudage ou nacelle Respect du décret de 2004 relatif aux travaux en hauteur Mise en place des protections collectives périphériques en rives de la toiture. Ces protections devront être maintenues en place jusqu'à la réception finale de l'opération. En cas d'utilisation de filets en sous face de charpente : demander au charpentier les points d'accrochage possible des filets. Les filets de sous face ne pourront être enlevés, qu'après obturation et fermeture	Maintenir en place les protections collectives. Installation des châssis avant retrait des protections de chantier : Lot Menuiserie Extérieures Installation des garde corps définitifs avant retrait des protections de chantier : Lot Serrurerie

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>définitive par les corps d'état concernés, de toutes les ouvertures et trémies Installation de protections contre les chutes au travers des trémies des verrières, lanterneaux, descente EP</p> <p>Mise en place des protections collectives, clôtures, tunnels, passages piétons, préalablement à tous travaux, en tenant compte des interventions futures : Lot GO</p> <p>Les protections collectives de chantier ne gênent pas la mise en place des définitives</p> <p>Les ouvertures sur plancher sont obturées par des matériaux suffisamment résistants et fixés au support : Lot GO.</p> <p>Chute dans les trémies : Maintenir en place les protections collectives temporaires.</p>	
Stabilité, renversement	<p>Définir des zones et des périodes d'interdiction d'accès et informations des autres corps d'état (balisage ou barrière). Les étalements, butonnage et les coffrages des planchers et des poutres sont étudiés pour permettre la mise en place de passerelles, de garde-corps, des filets ou tout autre type de protections collectives dans toutes les phases provisoires des travaux : Lot GO.</p> <p>Afin de prévenir le risque d'effondrement des éléments maçonnés, l'entreprise mets en oeuvre un système de contreventement, qui puisse rester en place tant que la charpente n'aura pas été assemblée et qui soit compatible avec le phasage de montage de la charpente c'est-à-dire qui n'entraîne pas de gêne pour mettre en place la couverture : Lot GO.</p> <p>Organisation à mettre en place par l'entreprise et à soumettre à la maîtrise d'oeuvre</p> <p>Les banches sont stockés dans une zone distinctes et selon les notices d'utilisation de celle-ci.</p>	<p>Respect des zones d'interdiction définies par le GO.</p> <p>Interdit de démonter les protections collectives en place</p>
Déplacement de plain-pied	<p>Circulations intérieures et extérieures dégagées et nettoyées. en permanence : TCE.</p> <p>Mise en place de luminaires dans les zones sombres : Lot GO</p>	<p>Circulations intérieures et extérieures dégagées et nettoyées. en permanence</p> <p>Prévenir le lot GO si éclairage de chantier défaillant</p>
Chute d'objets, éclats	Protection des trémies, plinthes en pied de	Respect des protections

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>garde-corps. Outils et matériel arrimés lors des travaux en hauteur.</p> <p>Port du casque obligatoire.</p> <p>Carottage et percement : Interdire l'accès derrière ou sous la zone de carottage ou du percement. Mise en place d'un système de récupération des gravats.</p>	collectives en place
Engins et matériels	<p>Signalisation temporaire ou permanente. Adapter la vitesse de l'engin.</p> <p>Bip de recul + gyrophare sur les engins et véhicules de chantier</p> <p>Création d'un accès piétons différent de l'accès engin. (pose de la signalisation permettant la sécurité des piétons)</p> <p>Conducteur formé et habilité à la conduite de l'engin</p> <p><u>Nacelle</u> : Le personnel doit être titulaire d'une autorisation de conduite (décret N°98-1084) délivrée par le chef d'entreprise pour la conduite de la nacelle. En cas de secours, seul le personnel au sol titulaire d'une autorisation de conduite en sécurité du type PEMP concerné est habilité à la manoeuvre du bas. (Voir recommandation CARSAT N° R386).</p> <p>Le personnel doit porter les EPI(s) harnais + antichute accroché à la nacelle.</p> <p>Avant toute utilisation d'une nacelle, l'entreprise doit fournir à la maîtrise d'oeuvre et au CSPS un PV de réception des sols.</p> <p><u>Grue mobile</u> : Balisage des zones de levage</p> <p>Grue mobile ou grutier équipé d'un anémomètre Chef de manoeuvre pour guider le grutier et élinguer les charges.</p>	<p>Pas de travail sous les zones de levages et de montage</p> <p>Prévenir les risques de co-activité liés à la présence de plusieurs grues mobiles : le Maître d'oeuvre et les entreprises veilleront à organiser les levages pour éviter toutes interférences.</p>
Choc, coupure, piqure	<p>Têtes crossées ou protection par capuchons PVC. Les mesures prises doivent être dessinées sur les plans d'étude et d'exécution des armatures</p> <p>Le stockage de fers de construction doit être balisé et stocké de façon à éviter tout empalement si chute de plain pied</p>	Vérification des protections avant intervention notamment lors d'incorporation de réseaux
Eclairage	Mise en place à l'avancement dans les circulations et maintenance quotidienne : Lot GO	Informers l'entreprise titulaire et le SPS en cas de dégradation
Chute et heurt avec charge en mouvement	<p>Balisage des zones de levage</p> <p>Chef de manoeuvre pour guider le grutier et élinguer les charges</p> <p>Contact radio permanent en cas d'invisibilité entre le grutier et le chef de manoeuvre</p>	<p>Respect des zones protégées</p> <p>Respect des zones de déchargements</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	Installation électrique : armoire et coffrets en nombre suffisant (Un coffret par extension minimum) : Lot GO Utilisation d'appareil étanche et à jour de leur entretien Alimentations à partir des coffrets relais ou à partir de groupes électrogènes et raccordés à la terre.	Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être CONFORME à la réglementation en vigueur sur les chantiers. Chaque entreprise désignera une personne qui sera chargée de son entretien
Manutention manuelle	Le transport de matériaux ou matériel lourd à main d'homme entre niveaux est proscrit. Toutes les fournitures seront livrées sur l'emplacement de mise en œuvre Les manutentions manuelles devront être au maximum remplacées par un moyen mécanique adéquate.	
Travail isolé	Les entreprises prendront toutes les mesures nécessaires afin qu'aucun salarié ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru à bref délai.	
Contraintes météorologiques	Consultations des bulletins météo avant interventions. Arrêt des travaux en cas de conditions météorologiques défavorables notamment les travaux avec engin de type grue, nacelle, etc	
Produits dangereux	Utilisation de produits non dangereux pour l'homme et son environnement Respect des consignes de sécurité des Fiches de Données Sécurité (à conserver sur site) Stockage des produits dans un lieu adaptés en dehors des zones travaux	
Travaux à point chaud	Étanchéité : Extincteur au poste de travail Protection des éléments inflammables avec mise en place d'un extincteur à poste pour tous travaux à point chaud : <u>Lots pratiquant tx de soudure ou meulage</u>	Pas de travail en dessous de la zone

Séquence : 3 - Aménagement intérieur

Second Oeuvre

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	Permanence des protections collectives : Lot GO Utilisation de moyen de travaux adaptés et en protection collective comme d'échafaudages et de nacelles adaptés : TCE.	Respect du balisage et des protections collectives en place. Si escalier posé ultérieurement : Lot GO, Les trémières d'escalier sont protégées horizontalement

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Chute dans les trémies : Maintenir en place les protections collectives temporaires.</p> <p>Neutralisation des zones de travaux au sol</p>	<p>par un système laissant un passage. Cette protection est démontable, pour permettre les approvisionnements à l'étage. Cette installation est faite de façon à ce que le doublage puisse être posé sans démontage</p>
Travaux à point chaud	<p>Protection des éléments inflammables et mettre en place un extincteur à portée de mains par poste de travail à point chaud : Lots pratiquant soudure ou meulage</p> <p>Evacuation de vos déchets à l'avancement</p>	
Produit inflammable	<p>Utilisation de produit ininflammable</p> <p>Stockage des produits en dehors des zones travaux dans un endroit correspondant aux caractéristique du produit</p>	
Pollution de l'atmosphère	<p>Les Travaux dégageant de la poussière de bois doivent se faire dans une zone confinée, ventilée et à l'aide d'EPI (Masque à poussière et lunette). Les poussières devront être aspirés à la source.</p> <p>Les travaux de peinture via pistolet basse pression devront se faire en dehors de la présence des autres corps d'état</p> <p>Le nettoyage doit être effectué à l'aide d'aspirateur</p> <p>Aspiration des poussières à la source. Si travaux engendrant de fortes poussières, les travaux devront être réalisés en dehors de la présence du public et du personnel du centre commercial avec mise en place d'une ventilation adaptée.</p> <p>Les engins à moteur thermiques sont à proscrire les locaux non ventilés</p>	Respect du balisage en place
Eclairage	<p>Maintenance de l'éclairage des circulations : lot Elec</p> <p>Prévoir un éclairage adapté dans les zones sombres ou au poste de travail : TCE</p>	Informers l'entreprise titulaire et le SPS en cas de dégradation
Produits dangereux	<p>Respect des consignes de sécurité des Fiches de Données Sécurité (à conserver sur site)</p> <p>Stockage des produits dans un lieu adaptés en dehors des zones travaux</p>	
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations dégagées en permanence : TCE	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Dégager en continu les chutes de rails , de plaques de matériaux :TCE Refermer les trémies entre les interventions : Lot GO et Lots Techniques. Carottage et perçement :Interdire l'accès derrière ou sous la zone de carottage ou du perçement. Mise en place d'un système de récupération des gravats.	
Manutention manuelle	Le transport de matériaux ou matériel lourd à main d'homme entre niveaux est proscrit. Toutes le fournitures seront livrées sur l'emplacement de mise en oeuvre Les manutention manuelles devront être au maximum remplacé par un moyen mécanique adéquate.	
Travail isolé	Les entreprises prendront toutes les mesures nécessaires afin qu'aucun salarié ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru à bref délai.	
Produits dangereux	Utilisation de produits non dangereux pour l'homme et son environnement Respect des consignes de sécurité des Fiches de Données Sécurité (à conserver sur site) Stockage des produits dans un lieu adaptés en dehors des zones travaux	
Contact électrique direct ou indirect	Installation électrique : armoire et coffrets en nombre suffisant afin d'éviter les rallonges électriques dépassant les 25 Mètres Utilisation d'appareil étanche: TCE Alimentations à partir des coffrets relais protégés ou à partir de groupes électrogènes et raccordés à la terre. Fermeture des armoires et coffrets électrique de l'installation de chantier.	
Choc, coupure, piqûre	Le stockage des matériaux doit être balisé et stocké de façon à éviter tout empalement si chute de plain pied Protections des arrêtes vives des matériaux ou matériel notamment après découpe de chemin de câbles	

Séquence : 4 - VRD, Espaces verts**Finitions**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	Echafaudage ou nacelles sur assises stables et dégagées. Balisage des zones de travaux. Ne pas intervenir en superposition de tâche.	Respect du balisage en place
Engins et matériels	Signalisation temporaire ou permanente. Adapter la vitesse de l'engin. Bip de recul + gyrophare sur les engins et véhicules de chantier. Avant utilisation d'engin de type nacelle s'assurer de la stabilité du sol	
Chute d'objets, éclats	Baliser les zones de travail notamment au pied des échafaudages (courbe de chute). Ne pas intervenir en superposition de tâche.	Port du casque Respect des balisages
Déplacement de plain-pied	Circulations dégagées	
Manutention manuelle	Le transport de matériaux ou matériel lourd à main d'homme entre niveaux est proscrit. Toutes les fournitures seront livrées sur l'emplacement de mise en œuvre	
Rupture, effondrement	Talutage au-delà de 1,30 m de profondeur (ou blindage). Talus à 1/1 ou 1/3 maximum après validation du maître d'œuvre. Implantations des chemins de circulations et pistes suffisamment distants des talus d'excavation. Passerelle sur tranchée et dépôts de matériaux interdit aux bords des tranchées.	
Produits dangereux	Utilisation de produits non dangereux pour l'homme et son environnement Respect des consignes de sécurité des Fiches de Données Sécurité (à conserver sur site) Stockage des produits dans un lieu adaptés en dehors des zones travaux	
Contraintes météorologiques	Pas de traitement lors de conditions climatiques défavorables Pas de travaux en hauteur notamment sur échafaudage ou nacelle	
Contact électrique direct ou indirect	Installation électrique : armoire et coffrets en nombre suffisant afin d'éviter les rallonges électriques dépassant les 25 Mètres Utilisation d'appareil étanche: TCE	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Alimentations à partir des coffrets relais protégés ou à partir de groupes électrogènes et raccordés à la terre.</p> <p>Fermeture des armoires et coffrets électrique de l'installation de chantier.</p>	

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise de **GROS OEUVRE** soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise de **GROS OEUVRE**
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections. Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises

défaillantes.

Protections périphériques

L'entreprise de couverture mettra en place les sécurité collectives sur les ouvrages :

Avant réalisation de la toiture, l'entreprise installera des montants de garde-corps enfilés dans des platines boulonnées sur les madriers de rives ou sur les acrotères.

Ces garde-corps seront constitués de montants espacés de 2.50 m maxi, de lisses hautes et sous-lisses rigides

Un échafaudage de pied devra être installé sur la périphérie des zones des travail en hauteur par le lot charpente, couverture, bardage

Protection collective en sous face - filets de recueil

Le lot Charpente-bardage-couverture, installera un filet en sous face de charpente conformément à la recommandation R 446.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise VRD ET GROS OEUVRE ENSUITE est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise VRD ET GROS OEUVRE ENSUITE qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant

dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

4.4. Equipement de levage

Sans objet

4.4.1. Autorisation de survol

Sans objet

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres

solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>
- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,
- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

Mise en place d'un échafaudage commun possible, en concertation avec les lots en faisant la demande.

Cependant, il n'est pas prévu de mise en commun dans les pièces marchés.

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

L'ensemble des engins de chantier appelés à intervenir dans le cadre des travaux respectent les dispositions suivantes:

- les engins doivent être à jours de leurs vérifications réglementaires.
- les engins thermiques mobiles ne sont pas autorisés à laisser leur moteur tourner à l'arrêt,
- les flexibles de transmission hydraulique, les sertissages, doivent être en parfait état et ne présentent pas de fuites,
- les engins de chantier utilisent une huile hydraulique "Norme Environnement",
- des bacs de rétention des hydrocarbures sont mis en place pour le stockage du carburants des engins de chantier ;
- Les engins de démolitions doivent avoir des cabines "pressurisées"

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées (si invisibilité prévoir contact radio):

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Les salariés en charge de la conduite d'engin (grue, nacelle, etc) doivent être détenteur d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'entreprise et l'avis annuel du médecin du travail. Le personnel peut également être titulaire d'un Certificat d'Aptitude à la Conduite d'Engins en Sécurité (CACES)

En cas de maintenance corrective, la zone de l'engin immobilisée doit être balisée. L'entreprise de maintenance doit prendre connaissance du PPSPS de l'entreprise et du PGC avant intervention

En cas d'utilisation simultanée de plusieurs grues fixes ou automotrices, engin de levage, nacelle, un dispositif de gestion des risques d'interférences par convention doit être mis en place. Les grutiers sont équipés de talkie-walkie le cas échéant. Le coût induit est à prendre en charge par les entreprises concernées. Le risque d'interférence doit être étudié par l'entreprise concernée avant l'amenée d'engins de levages en complément de la grue du chantier ou d'autres engins déjà présents. Un planning d'intervention, les zones d'évolution, etc sont définis en concertation avec le maître d'œuvre.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) doivent être installés par l'entreprise à l'aplomb des accès du bâtiment.

Cette protection sera installée par le lot charpente-bardage-couverture

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Chaque entreprise est tenue de nettoyer son chantier et d'évacuer quotidiennement ses gravats et déchets dans les bennes mise à disposition

Pour les produits dangereux, elle prend toutes les dispositions nécessaires conformément à la réglementation.

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

L'entreprise de VRD et de GROS OEUVRE est responsable de l'évacuation des déchets.

Le lot 2 assure le stockage temporaire, l'évacuation et l'élimination des déchets de chantier de l'ensemble des lots, conformément à la législation en vigueur et au SOGED.

Il coordonne la mise en oeuvre des différents SOED, notamment dans la mise à disposition des bennes de stockage (ou autres dispositifs) et leur totation.

Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

Nettoyage de fin de chantier, à la charge du lot 6.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Engin de Guerre :
Appeler ou faire appeler soit le Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles (SIDPC) 02.31.30.66.38 soit le standard de la préfecture 02.31.30.64.00 soit les pompiers (18) qui se chargeront d'informer les Services de la protection civile et prendront les premières mesures sur site.
Le cas échéant, saisir l'autorité de la force publique présente à proximité de la zone
Prévenir le Maître d'Ouvrage, le Maître d'OEuvre et le Coordonnateur SPS
Attendre les instructions
- Demandes d'arrêtés - auprès des services concernés
- Autorisations concessionnaires -

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'oeuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre . . .) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'oeuvre.

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'oeuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que les travaux seront exécutés à proximité de lieux fréquentés (centre aquatique)

Chaque entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes imposées aux usagers et aux voisins, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc...

Les circulations extérieures et les accès seront dégagés et nettoyés autant que nécessaire

Présence de vestiges archéologiques sur une partie de l'emprise du projet.

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Si nécessaire, la maîtrise d'ouvrage se doit de se concerter avec les maîtrises d'ouvrages des chantiers

voisins afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces différentes opérations

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Sans objet

6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu

La prévention de l'incendie et explosion passe par la gestion des travaux par points chauds qui regroupent :

les opérations de retrait de matières ou de désassemblage d'équipements par découpage, meulage ou ébarbage

les opérations d'assemblage par soudures par exemple ou de mise en place ou retrait d'étanchéité en matériaux inflammables.

De manière générale, ceci comprend tous les travaux pouvant produire des étincelles ou pouvant engendrer des surfaces chaudes qui sont susceptibles d'engendrer des incendies par induction.

Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses...) sont aussi concernées par les mesures de prévention.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régies sous plan de prévention.

6.7. Locaux témoins

Sans objet

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées dans les locaux utilisés par le personnel, à proximité des téléphones.

Les soins aux victimes d'accident ou malades sont assurés par du personnel compétent.

Le transport des accidentés et malades graves est assuré par les services de secours.

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

A préciser sur le plan d'installation de chantier.

7.7. Modèle de fiche de secours

EN CAS D'ACCIDENT

Appelez les Pompiers



18 ou 112

et dites :

1. ICI CHANTIER : Construction d'un centre d'Examen de Permis de Conduire à Barentin

Adresse : Avenue Georges Gratigny 76360 BARENTIN

2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

A préciser sur le plan d'installation de chantier.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- Annexe_METAH
- Annexe_Presence_Silice
- Annexe_SCALP